



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

#### MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

#### MARCHE PONCTUEL n° 2025-8615-001

#### Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des infrastructures en Forêt Domaniale du Haut Juré, Beaulieu, Massonges, Montiers, Lisle, Commercy, l'Essart, Le Vau, Valtiermont, Haudronville et Ligny gérées par l'Agence de Bar le Duc, département de la Meuse (55).

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction territoriale Grand Est  
Agence de Bar le Duc

#### Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Monsieur LOYE Hubert, Directeur de l'agence Territoriale de Bar-le-Duc de l'Office National des Forêts.

## SOMMAIRE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE .....	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2123-1 ET R.2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE) .....	1
<b>1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>3</b>
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHE .....	3
1.3. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	3
1.4. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS ET PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES) .....	3
<b>2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
2.1. OBJET DU MARCHE .....	3
2.2. PROCEDURE .....	3
2.3. CLASSIFICATION CPV.....	3
<b>3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL .....</b>	<b>4</b>
3.1. FORME DU MARCHE.....	4
3.1.1. <i>Décomposition en lots</i> .....	4
3.1.2. <i>Modalités d'attribution du marché</i> .....	4
3.2. DUREE ET PRISE D'EFFET DU MARCHE .....	4
3.3. VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) .....	4
3.4. PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
<b>4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
5.1. ....	5
5.2. ÉTAT INDICATIF DU (DES) CHANTIER(S) - COMMANDE PREVUE.....	5
5.3. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS .....	5
<b>6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>5</b>
6.1. UNITE MONETAIRE.....	5
6.2. FORME ET CONTENU DES PRIX.....	5
6.2.1. <i>Nature des prix</i> .....	5
6.2.2. <i>Contenu des prix</i> .....	5
6.3. PRESTATIONS DE SERVICES EN PLUS OU EN MOINS NON PREVUES AU MARCHE .....	5
6.4. VARIATION DANS LES PRIX.....	6
6.5. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT .....	6
6.5.1. <i>Avance</i> .....	6
6.5.2. <i>Acomptes</i> .....	6
6.5.3. <i>Facturation</i> .....	6
6.5.4. <i>Dématérialisation des factures</i> .....	6
6.5.5. <i>Paieement des sous-traitants</i> .....	7
6.5.6. <i>Délai global de paiement</i> .....	7
6.5.7. <i>Nantissement ou cession de créance</i> .....	7
<b>7 PENALITES .....</b>	<b>7</b>
7.1. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE .....	8
7.2. RETARD IMPUTABLE A L'ONF .....	8
7.3. PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE .....	8
<b>8 DROIT, LANGUE .....</b>	<b>8</b>
<b>9 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....</b>	<b>8</b>
9.1. TRAVAILLEURS ETRANGERS .....	8
9.2. TRAVAIL CLANDESTIN .....	8
9.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES .....	9
9.4. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR .....	9

## 1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Grand Est / Agence Territoriale de Bar le Duc, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est 60 Boulevard Poincaré 55 000 Bar le Duc.

### 1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial Grand Est, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 9200-21-DLG-JUR-035 du 18 janvier 2021 accordée par le directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

LOYE HUBERT  
60, BLD Raymond Poincaré  
55 000 Bar le Duc

### 1.3. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif ou technique est :

M. Pascal WOJCIK  
Centre d'activités des Roises  
55200 COMMERCY  
Téléphone : 06-24-36-73-24 –  
Email : pascal.wojcik@onf.fr

### 1.4. Comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Le comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements est

Madame Christine SCHMITT,  
Agent Comptable Secondaire  
Cité administrative 14 rue du Maréchal Juin – 67084 STRASBOURG CEDEX  
☎ 06 23 24 61 59 – Email : christine.schmitt@onf.fr

## 2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des infrastructures en forêt domaniale de l'agence de Bar-Le-Duc (55).

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001 – version F – mai 2022.

### 2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

### 2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

45233141-9	Travaux d'entretien routier
------------	-----------------------------

45233142-6	Travaux de réparation de routes
45233229-0	Entretien des accotements

### 3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL

#### 3.1. Forme du marché

##### 3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 11 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lots	Prestation(s) Principales	Lieux d'exécution	Responsables
1	Rebouchage des nids de poule de la route forestière revêtue de la Croix Rouge. Entretien place de dépôt parcelle 73	FD HAUT JURE	P.WOJCIK
2	Reprofilage du fossé amont de la RF des Goulettes, arasement et rebouchage des nids de poule sur routes forestières	FD BEAULIEU	P.WOJCIK
3	Arasement et rebouchage des nids de poule sur Tranchée de Vavincourt. Renforcement chaussée sur Tranchée de St Christophe	FD MASSONGES	P.WOJCIK
4	Arasement des accotements et de la bande centrale sur la route forestière des Echenays	FD MONTIERS	P.WOJCIK
5	Rebouchage des nids de poule et arasement des accotements, RF de KELLERMAN et terres jaunes, RF des francs-tireurs partisans de la main d'œuvre émigré	FD LISLE	P.WOJCIK
6	Rebouchage des nids de poule et arasement des accotements, RF des 4 barrières.	FD COMMERCY	P.WOJCIK
7	Arasement des accotements sur l'ensemble de la desserte de la FD	FD L'ESSART	P.WOJCIK
8	Arasement des accotements sur les deux côtés de la voirie RF de la mare au bœuf et de la vallée des couchées	FD LE VAU	P.WOJCIK
9	Arasement des accotements : avec bande centrale RF de Sommelonne, sans bande centrale : RF de Travers	FD VALTIERMONT	P.WOJCIK
10	Rebouchage de nids de poule et arasement des accotements RF tranchée du Séjour	FD HAUDRONVILLE	P.WOJCIK
11	Rebouchage de nids de poule et arasement des accotements RF du charme	FD LIGNY	P.WOJCIK

##### 3.1.2. Modalités d'attribution du marché

Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

#### 3.2. Durée et prise d'effet du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 20/12/2025.

#### 3.3. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

#### 3.4. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

### 4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement au présent marché pour chaque lot à compléter ;
- Les Décompositions du prix global forfaitaire (DPGF)/ Bordereau des prix unitaires (BPU)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Cahier national des prescriptions des travaux et des services forestiers (CNPTSF) et les Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022 ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

### **5.2. État indicatif du (des) chantier(s) - commande prévue**

Le présent marché constitue la commande émise par le donneur d'ordre pouvoir adjudicateur.

### **5.3. Modalités de réception des prestations**

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des Clauses Générales d'Achat.

## 6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

### **6.1. Unité monétaire**

L'unité monétaire du marché est l'euro.

### **6.2. Forme et contenu des prix**

#### **6.2.1. Nature des prix**

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

Le prix global et forfaitaire est invariable et ne saurait être remis en cause, le titulaire s'engage à une obligation de résultat dans le cadre de ce prix.

Le prix est fixé à l'Acte d'Engagement du titulaire.

#### **6.2.2. Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais d'assurance, les frais de déplacements éventuels des agents du titulaire, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.

### **6.3. Prestations de services en plus ou en moins non prévues au marché**

Le marché étant à prix global et forfaitaire, aucun dépassement des quantités ne pourra faire l'objet de rétribution complémentaire. Le prix global et forfaitaire comprend toutes les sujétions pour une parfaite exécution des prestations.

Toute modification dans la description des prestations du présent marché ne sera prise en compte que si elle a fait l'objet d'un ordre de service établi par le pouvoir adjudicateur et, en cas de dépassement du montant contractuel, de la conclusion préalable d'une modification du marché.

Dans tous les cas, elles seront traitées sur présentation d'un devis faisant apparaître, selon le cas, les prestations de services en moins-values ou/et en plus-values et reprenant, le cas échéant, les prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Dans le cas où ces nouvelles prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Ce devis devra comporter en détail le coût de la main d'œuvre ainsi que le coût des prestations (quantité, prix unitaires) et tous autres éléments de prix.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix. Les nouveaux prix correspondants seront créés par ordre de service.

Les prix des prestations commandées en supplément seront fermes et non actualisables.

La diminution ou l'augmentation du montant contractuel du marché, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire.

#### **6.4. Variation dans les prix**

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

#### **6.5. Modalités essentielles de paiement**

##### **6.5.1. Avance**

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 7.2 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers.

##### **6.5.2. Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.  
Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.  
Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

##### **6.5.3. Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après à l'article 6.5.4.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8615-001 ;
- le nom du service destinataire ;
- le numéro de SIRET du titulaire
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

**Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.**

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement**

##### **6.5.4. Dématérialisation des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4700XXXXX.
- Numéro d'identification :  
662043116 03798 SIRET mentionné sur le bon de commande

#### **6.5.5. Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### **6.5.6. Délai global de paiement**

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### **6.5.7. Nantissement ou cession de créance**

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## **7 PENALITES**

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 8 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

### **7.1. Modalités de mise en œuvre**

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

### **7.2. Retard imputable à l'ONF**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

### **7.3. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

## **8 DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

## **9 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### **9.1. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### **9.2. Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du



travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.  
Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

### **9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **9.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)